

Moscou



Parlamentsdienste  
Services du Parlement  
Servizi del Parlamento

an	SPE TV Ri								
Ordn	24.9								
Vize	✓	✓	Ri						
24. SEP 1990									
Ref.	331.1 sd								

**VISITE DE MONSIEUR VICTOR RUFFY,**

**PRESIDENT DU CONSEIL NATIONAL**

**ET**

**DE MONSIEUR LUREGN MATHIAS CAVELTY,**

**PRESIDENT DU CONSEIL DES ETATS**

**EN UNION SOVIETIQUE,**

**du 26 au 30 août 1990**

**J. Clerc/PAT**

**14 septembre 1990**



- 1 -

Entretien avec M. Anatoll Ivanovitch Loukianov,  
président du Soviet suprême de l'URSS, Kremlin,  
le 28 août 1990.

Le Président Loukianov souligne que le moment de cette visite, est intéressant mais complexe. Nous entreprenons par la voie pacifique un processus qui a pris des dizaines d'années aux autres peuples. Il s'agit de résoudre parallèlement plusieurs problèmes (économiques, politiques et interethniques). Nous entendons passer à un marché régulé. Pour y arriver, il convient de résoudre de nombreux problèmes financiers et économiques tout en créant un système d'assurances sociales pour les moins rémunérés. Nous nous y employons activement.

Nous nous attelons à l'élaboration d'un nouveau traité de l'Union. Il faut assurer l'égalité des 15 républiques actuelles. Le processus de consultation bat son plein. On est en train de créer de nouveaux mécanismes pour permettre la coopération des différentes républiques. Il faut assurer une meilleure représentativité des républiques en créant des conditions politiques nouvelles. Les aspects politiques, économiques et juridiques ainsi qu'interethniques sont focalisés au Parlement. Le Parlement est un organe stabilisateur de la société, qui permet de laisser s'échapper la vapeur. Le Parlement cherche à voter de nouvelles lois qui soient acceptables pour tous. Il déploie une grande activité que prouvent les statistiques: 60 lois importantes en travail ainsi que 300 normes juridiques diverses déjà votées. Les lois importantes concernant la propriété, le sol, les entreprises, le bail et la coopération.

Sur un plan institutionnel de grands changements ont été apportés par l'instauration du système présidentiel, la nouvelle loi électorale et la réforme de la constitution.

Parmi les affaires en suspens devant le Soviet suprême, on compte une centaine de projets de loi dont 30 sont prêts à être adoptés lors d'une session qui commence le 10 septembre 1990.

Les débats parlementaires, après avoir suscité un considérable intérêt au début, ont provoqué un effet "d'allergie" car on a compté avoir vu MM. Gorbatchev et Loukianov pendant 490 heures à la TV. Les débats parlementaires sont transparents au maximum.

L'URSS éprouve un vif intérêt pour l'expérience suisse. Nos deux pays ont en commun un Parlement aux Chambres égales en droit, une représentation désignée démocratiquement, le pluri-linguisme, un équilibre entre les lois fédérales et les lois des républiques fédérées. Les révolutionnaires de 1917 ont fait état de l'expérience suisse. On pourrait faire des études de droit comparé.

Les échanges interparlementaires sont importants. Il y a des possibilités de collaborer au sein du Conseil de l'Europe et de l'UIP.

Le Président Ruffy dit tout l'honneur ressenti d'être accueilli au Kremlin et de partager ainsi une grande expérience. Nous entendons faire profiter nos collègues et l'opinion de ce que nous aurons appris.

La remarque selon laquelle le Conseil de l'Europe est une plate-forme idéale pour débattre avec l'Europe de l'Est et l'URSS des problèmes européens nous remplit d'aise.

M. Ruffy a eu l'occasion d'entendre de judicieuses interventions de la délégation de l'URSS au Conseil de l'Europe. La délégation suisse a proposé d'institutionnaliser l'aspect parlementaire du processus de la CSCE dans le cadre du Conseil de l'Europe.

M. Loukianov dit qu'il y a plusieurs fora qui pourraient abriter la CSCE et que le CdE est le mieux placé.

M. Ruffy dit que si l'on choisissait une autre voie pour la CSCE, il faudrait alors avoir le courage de supprimer le CdE.

M. Loukianov dit qu'il s'entretiendra de ce problème la semaine prochaine avec M. Bjoerck, Président de l'Assemblée Parlementaire du CdE.

M. Ruffy dit que lui-même et le président Cavelti viennent en éclaireurs et qu'ils précèdent M. Felber. Il relève que les affaires étrangères sont principalement de la compétence du gouvernement en Suisse.

M. Loukianov dit que le premier éclaireur était M. Villiger. Le Ministre de la défense nous a regardé en face et non à travers une longue vue, ce qui est très bien. Quatre conseillers fédéraux sont déjà venus à Moscou, soit plus de la moitié du gouvernement.

M. Ruffy dit que la visite de M. Felber marquera une consolidation d'une politique étrangère qui s'ouvre vers l'Est. Il souligne que les Présidents des deux Chambres ont obtenu que 5 bourses d'études soient offertes par des universités suisses.

Le président du Conseil national fait aussi état de la réponse favorable de la SSR au sujet du Telepont qui sera diffusé à la fin de l'année (une lettre des deux présidents est remise à la partie soviétique).

Il dit son admiration pour le peuple soviétique qui s'est passionné, pour les débats parlementaires l'an dernier.

M. Loukianov dit que la TV reflétant les travaux parlementaires était en 1989 un plat nouveau dont on ne s'était pas encore gavé. Il entend remercier la Suisse et ses scouts pour l'accueil aux enfants de Tchernobyl. Ces nouveaux liens sont importants. Les anciens liens ont été refroidis. Il convient de développer les échanges commerciaux. Une séance d'une commission mixte se tiendra en novembre. On devrait pouvoir accroître le volume des échanges et éviter un déficit pour la partie soviétique.

L'URSS a un grand potentiel énergétique et son sous-sol est riche de matières premières. Actuellement nous procédons à la conversion du militaire. Il faut employer ce nouveau levier. Actuellement, la production militaire est de 60 % contre 40 % pour la production civile dans l'industrie d'armement. D'ici quatre ans, cette proportion doit être renversée.

Nous entrons dans une période d'intensification de la coopération sur le plan international. L'époque de la fin de la guerre froide est arrivée. Une ère nouvelle s'ouvre pour l'Europe. Le processus d'Helsinki a une grande portée. L'organisation du sommet CSCE de la fin de l'année est importante. Nous n'avons pas d'objections à formuler à l'endroit des valeurs essentielles de l'Acte final: primauté du droit, liberté des élections, défense des droits de minorités, respect de l'écologie.

S'agissant des nouvelles institutions européennes, M. Loukianov évoque la conférence des MAE ainsi que la création d'un centre de prévention des situations de conflits en Europe.

Il relève que la structure sera incomplète s'il manque l'élément parlementaire. Nous ne devons pas chercher quelque chose, comme Diogène avec sa lampe, mais utiliser le CdE qui existe déjà.

L'URSS entend devenir partie à différentes conventions du CdE et compte sur l'appui du Parlement suisse. S'agissant de la coopération culturelle, il faut se rendre compte du fait que la culture russe pourrait enrichir la culture européenne et vice-versa. Les pays de l'Est vont prendre une plus grande part dans ces activités. Des possibilités d'intensifier la coopération CEE-AELE-Comecom doivent être trouvées.

L'URSS entend intensifier sa coopération avec l'Allemagne réunifiée. Vers le 12 septembre, l'accord 4+2 sera prêt. On a étudié plusieurs approches à l'occasion des négociations avec Kohl et Dumas en ce qui concerne les frontières, les réductions des forces armées soviétiques dans l'Allemagne unie et le statut des troupes soviétiques en RDA. Même s'il s'agit de

questions complexes pour notre peuple, nous avons la volonté d'aboutir.

La situation internationale est influencée par ce qui se passe dans la vieille Europe. Ce que Gorbatchev disait en 1986 déjà et qui paraissait utopique, prend forme: nous entrons dans un monde sans armes nucléaires et avec des forces armées réduites. Aujourd'hui, le monde se sent plus sûr alors que ces propositions n'étaient pas prises au sérieux à l'époque. Nous escomptons que l'incendie allumé du Proche-Orient pourra être maîtrisé par la voie diplomatique.

Les potentialités du développement des relations interparlementaires sont immenses. Les Parlements ont un rôle à jouer, eux qui sont à la jonction de la représentation des différents intérêts et de la diplomatie.

Le Soviet suprême est reconnaissant au Parlement suisse d'avoir accueilli des députés de la commission pour les questions de construction et d'architecture et des femmes parlementaires.

Le Président Cavelty ne veut pas laisser passer l'occasion de parler au Kremlin avec quelqu'un qui fait l'histoire. Le Parlement est le moteur de la politique, et c'est avec joie qu'il a entendu le président Loukianov évoquer l'égalité des chambres du Parlement fédéral et d'avoir mentionner les cantons qui sont représentés dans la Chambre qu'il préside.

M. Loukianov dit qu'il est alpiniste et qu'il connaît bien nos cantons.

M. Cavelty insiste sur le grand rôle joué par les cantons et signale la création d'un nouveau canton en 1978. Il mentionne qu'un livre sur le Transsibérien a été publié dans la région rhéto-romanche.

Nous allons dans la même direction: celle d'un monde nouveau. En ce sens, nous sommes tous "camarades" pour reprendre une

- 6 -

expression du Président Ruffy. Il se réjouit aussi de rencontrer un juriste en la personne du Président Loukianov.

M. Ruffy revient à la convention culturelle du CdE. Il admet qu'il y a eu de la part de la Suisse une réserve au départ. Pour l'Europe occidentale, avoir à traiter avec un partenaire de près de 300 millions d'habitants était une entreprise dont il était difficile de saisir toutes les implications. Vous accorder votre juste place dans l'Assemblée parlementaire implique que l'on double la dimension de la salle. Les facteurs psychologiques jouent un rôle important et en l'espèce également.

M. Ruffy dit que, l'espoir suscité par le président Gorbatchev a transformé, les sentiments de méfiance en réserve, puis enfin en confiance.

M. Ruffy a discuté de cette affaire à Strasbourg avec l'administration du CdE (M. Furrer) et a pris contact avant son départ avec M. Felber. Il est heureux de pouvoir affirmer qu'il n'y a plus de réserve de la part de la Suisse qui appuie cette adhésion de l'URSS.

M. Loukianov cite le mot de Pestalozzi: "Sois patient et tu comprendras tout".

M. Ruffy dit que lors de sa visite M. Felber a l'intention d'être accompagné par des représentants des milieux industriels.

M. Loukianov dit que cela est très bien de venir voir soi-même.

M. Ruffy dit que la visite, de la joint-venture Lenwest à Leningrad a permis de trouver des réponses à des questions que l'on se pose en Suisse. Il dit sa certitude que le voyage de M. Felber sera favorable au développement des relations entre la Suisse et l'URSS.

- 7 -

Après l'échange de cadeaux, le Président du Soviet suprême serre chaleureusement la main des deux présidents.

L'entrevue commencée à 15 h 10 s'achève à 16 h 40 environ.

\* \* \*

\* \*

\*

14 septembre 1990

Entretien avec M. Rafik Nichanovitch NICHANOV,  
Président du Soviet des Nationalités,  
au Kremlin, le 28 août 1990

M. Nichanov souligne que la Suisse occupe une place particulière dans le coeur de tout Soviétique. Lénine y a trouvé asile. Aujourd'hui, nous vivons une nouvelle mentalité politique en franchissant les étapes de la pérestroïka. Nous entendons construire avec les autres peuples d'Europe la maison commune.

M. Nichanov présente les différentes personnalités présentes: Mokany, vice-président du Soviet de l'Union, Oleïnik, vice-président du Soviet des Nationalités, M. Gorokhov, M. Rbltchin, Mme Ghatiouk, l'Ambassadeur Mme Novojilova.

M. Ruffy se définit en tant que "socialiste, à 50 % Slave". Il s'était toujours promis de contribuer au dialogue entre socialistes de deux parties de l'Europe une fois le socialisme débarrassé de sa tare collectiviste et dictatoriale. Le Conseil de l'Europe a joué un rôle important dans le rapprochement Est-Ouest. La majorité de l'opinion a pris conscience de ce rapprochement, en prenant connaissance du discours du Président Gorbatchev à Strasbourg.

L'Europe a trop souffert d'une séparation en deux parties pendant près de 50 ans. "Pendant longtemps, j'ai été un Européen privé de la moitié de mes racines" souligne M. Ruffy. Nous ne sommes pas venus pour donner des conseils. Nous entendrons avec intérêt ce que vous direz sur la situation de votre pays et essayerons de répondre à tout voeu que vous pourriez émettre dans la mesure de nos moyens.

M. Nichanov se réjouit que nos vues concordent sur les valeurs humaines.

M. Cavelty s'associe aux voeux du président Ruffy et dit sa joie d'avoir un contact sur le plan parlementaire. Au moment où

les barrières s'effondrent, nous devons faire preuve de bonne volonté. Nous ne pouvons pas prendre ici des décisions concrètes. Il s'agit de mettre des accents sur des données psychologiques afin que nos peuples se dirigent vers la paix et la collaboration. En Suisse, nous admirons beaucoup M. Gorbatchev. "J'aurais hésité à maintenir ma candidature s'il s'était présenté contre moi aux Grisons".

M. Nichanov relève que l'époque est intéressante et difficile pour la pérestroïka. Il n'y a pas lieu de s'arrêter sur les raisons de l'émergence de cette nouvelle politique. On en avait besoin pour surmonter les obstacles qui se dressaient sur la voie de la société socialiste. Nous nous battons contre plusieurs difficultés en même temps, dont le déséquilibre des mécanismes économiques.

En théorie, l'URSS est un Etat fondé en tant que Fédération de républiques avec un large degré d'autonomie. En pratique, c'est un modèle autoritaire qui a été mis en place et qui a engendré la crise actuelle. Nous oeuvrons en vue de rectifier cette situation. Nous jetons maintenant les bases en vue d'un nouveau traité de l'Union. Des consultations ont eu lieu avec les 12 républiques (sans les trois baltes) qui n'entendent pas participer à l'Union).

Mais des contacts sont maintenus avec les trois pays baltes. La majorité se prononce pour le maintien de l'Union. Certains représentants des deux républiques (Arménie et Moldavie) ont douté de l'utilité d'une nouvelle union. Nous avons en vue une solution qui permette l'adhésion ultérieure des Etats baltes. Nous ne voulons pas laisser en marge ces républiques, tenir compte des nouvelles réalités mais aussi des changements démographiques. On ne peut couper des liens établis depuis longtemps.

M. Ruffy relève que l'Occident est en train de s'intégrer alors qu'on a l'impression que l'Est se désintègre.

M. Nichanov répond qu'on atteindra le même but à l'intégration. En URSS, l'intégration a été forcée par des injonctions administratives. Il faut se départir des anciens mécanismes. Avec la propriété d'Etat, tout appartient à tout le monde et en fait à personne. Plusieurs types de propriété sont prévus. Certains économistes préconisent la propriété privée. Mais un brusque passage pourrait être explosif. Nous n'excluons aucune forme de propriété. Tout n'est pas négatif dans l'économie ainsi les normes de la production de lait sont proches de celles du Danemark.

M. Cavelty dit qu'en Suisse les rapports Confédération-cantons sont perpétuellement sujets à discussion. Ainsi même dans le domaine militaire, il y a des troupes cantonales et fédérales. La clé de répartition n'est pas toujours idéale, mais elle se fonde sur une base financière. L'autonomie n'est valable que si les ressources financières sont disponibles. La péréquation financière joue un rôle important dans la solidarité entre cantons et communes.

Au sujet du passage de l'économie étatique à celle de marché, l'orateur relève que la propriété foncière peut être en nue propriété en ce qui concerne les terrains à bâtir. Telle est du moins l'opinion de certains hommes politiques.

M. Ruffy précise que 40 % des terres agricoles suisses sont travaillées en fermage. Le paysan ne peut plus acheter la terre aujourd'hui compte tenu des prix. Il préfère louer. Les terres louées sont aussi bien travaillées que les terres.

M. Clerc demande si la forte position de la RSFSR au sein de l'Union ne menace pas le fédéralisme soviétique. Est-il question de transformer des républiques autonomes en Républiques fédérées (faire le contraire de ce qui a été décidé pour la Carélie en 1956)?

M. Nichanov dit que malgré leurs différences, les républiques ont des droits et devoirs égaux. Mais la situation actuelle n'est pas normale. Actuellement dans le congrès des députés de

2250 membres, la RSFSR a plus de la moitié des parlementaires. En réglant telle ou telle question de telle ou telle manière la RSFSR peut imposer ses vues aux autres républiques. Ceci provient de sa force démographique. Le futur traité va assurer la représentation équitable des républiques. Il faudra un quota de répartition entre les républiques fédérées qui soit mieux aménagé. Il n'est pas possible de proclamer toutes les républiques autonomes en républiques fédérées.

Notre Union est en place. La constitution actuelle est en vigueur. Actuellement 5 républiques autonomes se sont proclamées républiques indépendantes. Mais elles resteront dans la RSFSR et donc dans l'URSS.

\* \* \*  
\* \*  
\*

14 septembre 1990

- 12 -

**Entrevue avec M. Kvitsinski,  
vice-ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique  
à Moscou, le 30 août 1990 de 9h35 à 10h30**

M. Kvitsinski souligne l'importance des contacts parlementaires pour construire la maison commune. Il souligne, les résultats positifs du sommet de l'OTAN à Londres. Une nouvelle coopération entre les 35 pays CSCE est désormais possible. Il souligne le rôle positif des neutres. Quant à l'URSS, elle doit affronter une multitude de problèmes. Le principal étant celui des relations interethniques où il faut dépasser la coexistence des ethnies par leur coopération. M. Kvitsinski souligne que dans les papiers devant lui se trouvent le projet d'accord 4 + 2 ainsi que l'accord URSS-Allemagne unie sur le voisinage, les frontières, etc. Il remarque que certains prétendent en Suisse que les "Laender" allemands sont la continuation des cantons suisses...

M. Ruffy dit que l'URSS s'est ralliée à l'idée que le CdE est la plate-forme idéale pour maints problèmes européens.

M. Kvitsinski sympathise avec cette idée, mais remarque qu'elle n'a pas été élaborée à fond. Le CdE est un organisme qui pourrait servir de base pour la compréhension sur le plan parlementaire. Mais certains Etats estiment que le CdE n'est pas l'organe adéquat. L'organe parlementaire dont nous avons besoin devrait couvrir tout un spectre de problèmes pan-européens. On fait valoir que le CdE n'a pas assez de compétences pour traiter tous les problèmes pan-européens. Son statut le limite aux questions culturelles, d'environnement, juridiques, etc. Après des discussions avec des diplomates de la RFA, de Pologne et de France, il a constaté, des divergences de vues. Une solution serait dans l'accroissement des pouvoirs du CdE. On propose une autre organisation en prenant le CdE comme base. D'autres préfèrent une fusion entre l'Assemblée de l'Atlantique Nord et l'organe parlementaire des Etats est-européens.

- 13 -

M. Ruffy dit qu'il faut supprimer le CdE si l'on ne veut pas institutionnaliser la CSCE dans ce cadre-là.

M. Kvitsinski dit que les N+N doivent participer. L'organe parlementaire doit avoir des compétences dans le domaine des 3 corbeilles, sinon cela n'est pas efficace. Il dit préparer des papiers pour des députés soviétiques qui rencontrent des collègues de l'Assemblée de l'Atlantique Nord, de l'Union de l'Europe occidentale et du Conseil de l'Europe. Il y a trop de gens qui s'occupent d'affaires semblables.

M. Ruffy remet le document 6230 du Conseil de l'Europe comportant la proposition de la délégation suisse à Strasbourg et dit que cette dernière souhaite qu'en tout cas les 2e et 3e corbeilles soient traitées au CdE et si possible, aussi la première.

M. Ruffy estime que les échanges commerciaux entre les deux pays sont dérisoires. La participation de la Suisse au COCOM est-elle une entrave qu'il faudrait abandonner ?

M. Kvitsinski estime que le COCOM n'a plus de raison d'être alors que les organisations militaires proclament qu'elles n'ont plus d'ennemis en Europe. On dit que les règles du COCOM ne freinent pas le commerce. Cela est inexact car ces règles nous empêchent de coopérer dans les domaines de la technologie de pointe, computers, etc. Il est peu probable qu'on en vienne à utiliser des ordinateurs soviétiques en Occident. Un robot doit pouvoir fonctionner dans 5 ou 7 dimensions, or la liste COCOM prévoit 3 dimensions.

La réunification allemande nous met dans une situation impossible si l'on pense à ce que l'on a construit avec Zeiss en RDA. Il faut bien voir que les Américains cherchent à limiter les exportations européennes. Les décisions du COCOM n'ont rien à voir avec le secret militaire.

M. Kvitsinski souligne la qualité du chip/sandwich soviétique et souligne que l'URSS a une technologie spatiale fiable.

- 14 -

Cette stratégie du COCOM est autodestructrice et a pour conséquence une désintégration de l'écologie. Dans trente ans, il n'y aura plus rien à voir et à respirer. Vos soi-disant secrets ne sont plus des secrets pour nous. Le fait que nous ne puissions déployer aujourd'hui toute la technologie ne doit pas nous empêcher de le faire un jour.

M. Kvitsinski dit que cette affaire COCOM l'agace depuis longtemps et qu'une alliance technologique est nécessaire.

M. Ruffy dit qu'il a promis à Amnesty International de soulever le cas de Mme Balakhonova. Il demande le réexamen du cas à la lumière de la nouvelle politique de M. Gorbatchov qui est très libérale en matière d'autorisation de quitter l'URSS.

M. Kvitsinski répond: "Très bien, je passerai cette requête au responsable des droits de l'homme du Ministère. J'imagine qu'elle pourra partir". Les questions relatives au statut des dissidents sont démodées. L'Ambassadrice me souffle que l'unique raison est une question de secret.

M. Ruffy souligne que les présidents sont venus en éclaireurs avant la visite Felber.

Il souhaite, que cette visite à laquelle prendront part des industriels sera un succès.

M. Kvitsinski remarque que M. Felber a déjà rencontré M. Chevardnadzé à Genève. Les questions à aborder au cours de la visite sont arrêtées.

\* \* \*  
\* \*  
\*

14 septembre 1990

- 15 -

**Entretien avec M. Chazboulatov,  
Vice-président du Soviet suprême de la République socialiste  
fédérative soviétique de Russie  
le, 29 août 1990**

Chazboulatov souligne, que le Parlement de la RSFSR adopte des lois de grande importance dans les domaines politique, économique et de la réforme agraire. L'Etat de Russie a proclamé son indépendance. On oeuvre maintenant en tant qu'Etat indépendant. Jusqu'ici, nous avons souffert d'une absence de législation propre. Nous avons maintenant choisi une autre voie que celle du Gouvernement central et entendons coopérer économiquement avec l'Occident. Nous avons fait preuve d'un dynamisme plus prononcé que celui du Gouvernement central d'où une action législative plus intense. Le Président Eltsine rentre d'un long voyage en Sibérie et en extrême-Orient. Il est rentré avec la conviction que le peuple de la Russie appuie les transformations économiques et escompte l'appui de Gorbatchev pour la mise en oeuvre des réformes. Gorbatchev partage notre approche. Il serait plus facile d'agir si l'on pouvait s'appuyer, sur d'autres républiques. Mais même seuls, nous mettrons en oeuvre ces transformations profondes.

M. Ruffy relève qu'avec Nichanov et Loukianov, le thème essentiel a été celui des relations entre l'URSS et les républiques fédérales et relève la situation semblable de la Suisse où la vie politique est dominée par les relations Confédération-cantons. Il demande quels sont les éléments intangibles du socialisme.

M. Chazboulatov relève qu'il s'agit avant tout d'assurer les besoins essentiels de la population. Depuis 1985 (Gorbatchev) on assiste à deux tendances contradictoires. Une tendance politique très positive et une tendance inverse dans le domaine économique. Nous reconnaissons que Gorbatchev est le père de nos réformes mais l'homme de la rue croit que ce qui a empiré ces dernières années est dû à la pérestroïka et non au système hérité du gouvernement précédent.

- 16 -

Le gouvernement et le Parlement de la RSFSR sont d'avis que la politique de défense étrangère, nucléaire, de sécurité, des transports par chemins de fer sont du niveau central alors que les autres questions relèvent de la RSFSR, y compris les relations économiques avec l'étranger.

A une question de M. Cavelty, Chazbuolatov dit que la RSFSR, âgée de 73 ans, ne peut être comparée à la Suisse.

Lorsque la situation économique a empiré, on s'est souvenu que les Etats existaient en tant qu'entités indépendantes. Quand les structures rigides ont fléchi, on s'est souvenu avec nostalgie du temps passé.

Si la politique économique du gouvernement avait eu plus de succès, on pourrait contrer les tendances autonomistes et aller comme en Europe occidentale vers l'intégration. La politique économique du premier ministre Ryjkov nous contraint à l'autonomie. Nous cherchons à améliorer la situation économique pour préserver l'Union.

M. Ruffy remarque que les 15 républiques ont l'impression d'être victimes du système économique.

M. Chazboulatov relève qu'il n'y a jamais eu d'intégration réelle et de vraie coopération ni de division du travail entre les Républiques.

Il n'y a jamais eu de compétitivité.

Nous n'avons pas de marché car tout devait être conçu selon le plan. On "fixait" à une entreprise des objectifs par rapports à ceux d'une autre, mais la notion de bénéfice n'est pas prise en compte. Nous devons retenir une leçon de l'histoire: après la suppression de l'esclavage, la situation des Noirs a empiré. Après la fin du système collectiviste, la situation des gens s'aggraverait avant l'institution de l'économie de marché.

Le COMECON s'est désintégré car il est basé sur des arrêtés et des injonctions. Les entreprises n'ont jamais eu de stimulant. Il n'y a pas d'alternative au marché. Le gouvernement a sup-

primé les liens rigides entre les entreprises mais il n'a pas instauré le marché. C'est la tragédie du Gouvernement et de notre peuple. On s'en passera du gouvernement s'il le faut. "Vous n'avez pas entendu ce discours ailleurs, n'est-ce pas ?"

M. Cavelty demande si la RSFSR ne va finir pas dire: "Nous sommes l'URSS".

M. Chaboulatov dit que tous les pays doivent être égaux en droit quelle que soit l'importance de sa démographie (ex. le Koweït). La Russie accepte l'idée de l'égalité des Etats. Il nous faut accomplir les transformations révolutionnaires à un rythme soutenu.

M. Ruffy demande quel est le programme économique de la RSFSR.

M. Chaboulatov dit que ce programme est mis au point ces jours-ci et sera traduit en langues étrangères. Il nous faut privatiser la propriété et restructurer le commerce. Nous envisageons différents modèles d'entreprises, (SA, associations, consortiums). Nous voulons stimuler l'esprit d'entreprise individuel par la création de petites entreprises (1,5 à 2 millions à bref délai). En agriculture, nous allons mettre en oeuvre la parole des bolchéviks: "La terre doit appartenir à ceux qui la travaillent".

Il faut créer des banques. Les échanges commerciaux avec l'étranger doivent être stimulés par des conditions plus attrayantes pour les investisseurs étrangers. Les entreprises qui produisent des biens de consommation courante doivent être libérées de l'impôt. Nous entendons créer des zones franches. Il nous sera difficile de créer les bases de l'économie de marché car nous manquons de forces et de spécialistes.

En Pologne ou dans les Etats baltes, le problème est moins difficile, car l'ancienne génération a connu l'économie de marché. Pas en URSS. Cela provoque un apeurement face à la venue du marché. Les responsables du gouvernement central ont mal réagi. Ils ont préconisé des augmentations de prix et le chô-

mage. La population voit les aspects négatifs du marché, mais l'humanité n'a rien inventé de mieux que l'économie de marché.

M. Cavelty se dit hautement intéressé par ces idées nouvelles pour l'URSS. On parle de privatisation des entreprises. Ne devrait-on pas commencer par la privatisation des circuits de distribution ? Les longues files d'attente nous ont frappé.

M. Chaboulatov dit qu'il faut commencer par les secteurs où l'intéressement est le plus grand (confection, chaussures, alimentation, logement). Pas besoin de commencer par les chemins de fer. Les bases de la privatisation doivent être jetées là où les lois du marché peuvent jouer.

Il faut naturellement réformer les circuits et fonder des bourses.

M. Ruffy pose la question du logement. L'économie de marché donnera-t-elle lieu à un nouvel urbanisme?

M. Chazboulatov pense que l'urbanisme suivra et se diversifiera. L'URSS a pris du retard en matière d'esthétisme. Il faut abandonner la clause du nombre de m<sup>2</sup> par habitant.

Mme Tagliavini revient sur l'idée de l'égalité des républiques. En proclamant que ses ressources lui appartenaient à elle seule, la RSFSR n'a-t-elle pas entravé la recherche d'un compromis (décision annulée par Gorbatchev, annulation rendue caduque par Eltsine).

M. Chazboulatov estime que le centre n'a pas eu raison. L'annulation de la décision de la Russie ne peut qu'engendrer l'agressivité des citoyens. Nous avons l'espoir de tomber d'accord sur plusieurs questions. Eltsine espère mériter la confiance des citoyens avec son programme des 500 jours. Il ne peut plus reculer. La personnalité d'Eltsine est un facteur important et même le centre pourrait recourir à Eltsine. A travers de toute l'URSS, c'est Eltsine le plus populaire. Les sondages le démontrent.

Dans 5 ou 6 mois, les gens viendront demander des comptes. Chazboulatov participe aux négociations et demande que l'on mette le temps disponible à profit. Il craint que la voie de la raison ne soit pas partagée par le gouvernement. Gorbatchev et Eltsine sont en négociation à l'heure où nous parlons. Aucune activité de la RSFSR n'est déstabilisatrice pour l'URSS.

M. Clerc demande si une réforme monétaire est envisagée à la seule échelle de la Russie.

M. Chazboulatov dit qu'il y songe sérieusement. Le centre imprime des billets et les met en circulation. Cette réforme est ratée, et n'atteindra pas son but. Il faut créer une banque de la RSFSR pour contrôler le volume des billets que le centre cherche à mettre en circulation. Nous pourrions aussi envisager une réforme monétaire et fiscale, dans le cadre, de la République russe.

Le président Ruffy remarque que la dialectique cartésienne est réintroduite en URSS (thèse, antithèse, synthèse). Il souhaite à M. Chazboulatov de surmonter ces difficultés énormes.

\* \* \*

\* \*

\*

14 septembre 1990

- 20 -

Entretien avec M. Voronsov,  
président du Comité d'Etat pour la protection  
de la nature de l'URSS,  
le 28 août 1990

Le président du comité se félicite de la coopération entre la Suisse et l'URSS et se réjouit de passer bientôt à la partie concrète.

Il présente la situation écologique de l'URSS en mettant l'accent sur des facteurs contradictoires. D'un côté, le territoire soviétique est immense (la population a une faible densité): 40 % du territoire est dans une situation écologique idéale. Il s'agit du nord de la Sibérie et de l'Extrême-Orient.

De l'autre côté, la psychologie du peuple soviétique l'a conduit à une situation euphorique (les fleuves les plus longs, des forêts sans limites, des ressources inépuisables). L'industrialisation forcée d'avant-guerre s'est faite sans considération écologique. Après la seconde guerre mondiale, on a reconstruit sans se soucier de l'écologie.

Le système totalitaire (parti unique, absence d'opposition, pas de transparence) a eu un effet négatif sur l'environnement. Aucun responsable n'a jamais été blâmé pour infraction écologique.

La notion de secret d'Etat a exercé une influence négative.

Tout ce qui vient d'être rappelé a eu son écho lors de la catastrophe de Tchernobyl.

Les nouveaux dirigeants n'ont pu freiner immédiatement le processus.

Des catastrophes sont couvertes par le secret d'Etat. Ainsi, on a longtemps ignoré le mini-Tchernobyl de 1957. Aujourd'hui, on ne peut être absolument persuadé que des terrains d'expérimen-

tation ne comportent pas encore des polluants résiduels (chimiques ou nucléaires).

Le Comité a publié un document intitulé REPORT ON THE ENVIRONMENT IN THE USSR (USSR State Committee for the Protection of Nature), Moscow 1989, (184 pages).

Le président souligne les difficultés rencontrées par le Comité avec le ministère de l'industrie lourde.

Il brosse ensuite à l'aide d'une carte un état de la situation de l'environnement:

Nouvelle-Zemble: milliards d'oiseaux morts dans une région où existait un polygone d'essais militaires.  
 Biélorussie: perte de 25 % des terres labourables après Tchernobyl.  
 Mer Caspienne: phénomène de désertification.  
 Mer d'Aral: diminution de la surface de la mer.  
 Caucase: niveau remarquable de la préservation de l'écosystème.  
 Sibérie: disparition de certaines steppes.  
 Volga: situation dégradée du fleuve.  
 Danube: situation encore pire et conséquences néfastes pour la Mer Noire.

Il y a 160 réserves naturelles en URSS, dont certaines sont immenses comme celle du Kamtschaka. Le président croit que les nouvelles énergies (eau de mer, piles solaires) peuvent répondre à une partie des problèmes.

Il plaide pour un moratoire nucléaire.

M. Ruffy mentionne la séance du 6 septembre 1990 à Paris d'une commission du CdE et l'élaboration de la charte européenne de l'environnement.

Au sujet de la décentralisation, le président estime qu'en matière d'environnement, il faut un gouvernement mondial et des accords régionaux. Une politique valable de l'environnement ne

peut être décidée au niveau local mais bien entendu la population doit l'appuyer.

M. Ruffy demande s'il y a un intérêt soviétique pour une commission des bassins versants. Le président répond: "absolument".

\* \* \*  
\* \* \*  
\*

14 septembre 1990

Entretien avec M. Chterbakov,  
Vice-président du Soviet de Leningaad,  
le 27 août 1990

M. Chterbakov signale que le Soviet de Leningrad compte 400 membres élus en mars 1990. On y compte de nombreux représentants de la science, de la culture, de l'économie et du droit ainsi que 13 représentants de l'Université (ce n'était pas le cas dans l'ancien soviet). Entre les sessions, la ville est dirigée par un présidium réunissant les 27 présidents de commission permanentes. Les domaines prioritaires sont actuellement la santé publique, l'éducation et la culture. Le soviet tient deux réunions hebdomadaires (de 8 à 22h.)

Pour l'heure, on ne peut se vanter des résultats acquis. Leningrad était traditionnellement orientée vers la production militaire. C'est aujourd'hui un malheur pour la ville. Leningrad est un joyau de la culture mondiale. Nous voulons nous consacrer à la restauration et à la revitalisation de la ville. Pour résoudre les problèmes, nous avons besoin du concours des savants, artistes, etc. La pérestroïka a provoqué un afflux d'intellectuels dans la vie politique. Nous entretenons cependant d'étroits contacts avec la vie industrielle.

M. Cavelty demande s'il n'y a pas un danger d'oligarchie du fait que les intellectuels sont directement associés au pouvoir politique.

M. Ruffy signale qu'en Suisse, on a eu cette crainte quand deux parlementaires-professeurs ont proposé la réforme du Parlement.

M. Chterbakov estime que l'avis des experts est nécessaire avant la prise d'une décision.

M. Ruffy demande ce qui caractérise la nouvelle équipe de l'ancienne dans sa pratique politique. Comment la presse réagit-elle ?

M. Chterbakov dit que l'ancienne équipe était très formaliste. Les ordres venaient de Moscou. Un opposant ne pouvait se faire entendre. Tout avait déjà été décidé. Maintenant "nous bâtissons notre avenir nous-mêmes". On fait appel à la population et on répond à ses vœux. Il y a cependant des décisions impopulaires à prendre. On assiste à des manifestations d'égoïsme individuel ou de groupe. Le vice-président s'est opposé à la fermeture d'une fabrique d'asphalte qui avait pour conséquence que les routes ne pouvaient plus être entretenues. Il a été confronté à l'opposition de la population à la construction d'un garage pour ambulances. Personne ne voulait de ce garage dans son quartier. Les réunions avec la population ont été sans succès et la municipalité n'a pas réussi à faire passer son point de vue.

M. Chterbakov dit que le Soviet est ouvert aux journalistes, que lui-même reçoit qui veut le voir, la ville édite LENINGRAD-SOIR mais la presse est du côté des citoyens pas des autorités.

M. Chterbakov est préoccupé par la conservation du site. L'appui international nous est nécessaire. Nous attendons le soutien de l'UNESCO. Le président du soviet est actuellement aux USA où il cherche des appuis. Nous espérons que la communauté mondiale aura pour Leningrad la même attitude que lorsqu'il s'agissait de sauver Venise.

Actuellement, il y a pénurie de biens de consommation. La période de transition vers l'économie de marché va empirer la situation. Les responsables de 26 villes viennent de se réunir pour élaborer une liste des mesures à prendre. La législation économique est mauvaise et nous comptons la faire changer avant octobre.

\* \* \*

\* \*

\*

**Entrevue à l'Université de Leningrad  
avec le vice-recteur,  
le 27 août 1990**

Le vice-recteur signale que l'Université de St-Pétersbourg est installée dans ses bâtiments actuels depuis 1819. L'existence de l'Université remonte selon certains écrits à la fin du 18e siècle. L'Université compte 10'000 étudiants auxquels s'ajoutent 5000 personnes qui suivent les cours du soir et 5000 autres les cours par correspondance. L'Université compte 16 facultés qui sont conçues selon la structure allemande.

M. Ruffy signale qu'il a pris contact avant son départ avec M. Ducrey, recteur de l'Université de Lausanne qui est jumelée à celle de Leningrad.

Le vice-recteur se félicite des rapports noués avec le recteur Ducrey. Il indique que l'Université compte 16 facultés dont celle de mathématique est la plus réputée. Des liens existent avec 30 Universités dans le monde. Avec la pérestroïka, nous avons en vue une université autonome. Nous éprouvons des difficultés à subir la tutelle du ministère de l'URSS et de celui de la RSFSR. Il nous est cependant difficile d'imaginer comment l'Université pourrait être réellement autonome.

M. Cavelty demande s'il y a des restrictions à l'admission à l'Université.

Le vice-recteur dit que la structure de l'Université doit refléter celle de la société. Il n'y a pas des restrictions. Un concours est organisé et il y a une forte compétition pour y entrer. Les sciences humaines sont les branches les plus attractives.

M. Ruffy demande si après le néo-positivisme, le post-modernisme (qui comporte une part de cynisme) fait des adeptes à Leningrad. Que devient le paradigme marxiste ?

Le vice-recteur pense que le paradigme marxiste n'a pas subi une chute définitive. Il a maintenant trouvé sa juste place (et non plus une place centrale) dans les cours. On redécouvre les anciens philosophes russes et on étudie aussi les philosophes étrangers. L'Histoire de la religion est à nouveau enseignée.

M. Ruffy demande si l'axe prioritaire de la géographie s'est déplacé pour tenir compte de l'écologie.

Le vice-recteur répond qu'une faculté de géoécologie existe depuis 1989.

M. Gorokhov souligne le lien entre la géographie et l'urbanisme.

M. Ruffy demande si la géographie se penche sur le problème des nationalités.

Le vice-recteur indique que c'est en faculté d'histoire que l'on s'en occupe. Il signale que l'un des acquis de la pérestroïka est que 25 % des étudiants sont associés aux conseils de l'université. Malheureusement, il est difficile de trouver les étudiants qui veulent se consacrer à ces activités. Les droits de étudiants ne sont pas encore clairement définis.

M. Gorokhov dit que les scientifiques manifestent un intérêt de plus en plus grand pour la politique. Le parti a mené les gens dans une impasse. C'est pourquoi les gens honnêtes qui sont les universitaires ont la confiance des électeurs.

\* \* \*  
\* \*  
\*

14 septembre 1990

- 27 -

Visite de l'entreprise Lenwest à Leningrad,  
le 27 août 1990

Lenwest est associé à "Proletarischer Sieg". La maison mère est Salamander à D-7014 Kornwestheim (Baden-Württemberg).

Le directeur allemand de la joint-venture explique que le bilan est équilibré. Pendant les 5 premières années, tous les bénéfices seront réinvestis pour assurer le développement de la production. Il y a un besoin de devises pour les matériaux non disponibles en URSS et pour le know-how, d'où la nécessité d'exporter.

L'entreprise est gérée selon des critères économiques. Les comptes ont été vérifiés et trouvés en ordre.

L'entreprise fabrique 10'000 paires par jour. On compte 80% de femmes, mais ce pourcentage change au profit de la main d'oeuvre masculine. L'amélioration des techniques de production entraînera une diminution d'effectifs.

Le directeur allemand Nielsen rappelle le mot de Gorbatchev "celui qui arrive trop tard sera puni par l'histoire".

Une entreprise occidentale doit commencer par trouver un bon partenaire, puis avoir le courage nécessaire.

Toutes les entreprises ne fonctionnent pas bien. Comment les joint-ventures pourraient-elles toutes fonctionner mieux ?

La situation des entreprises à Leningrad n'est pas facile et toutes éprouvent des difficultés.

On attend une nouvelle loi économique pour cet automne qui devrait faciliter les conditions de travail de la joint-venture.

\* \* \*

\* \*

Entretien avec M. Jiřinsky, vice-président de l'Assemblée fédérale de la République fédérative tchèque et slovaque et M. Battěk, président de la Chambre du peuple de la RFTS, le 24 août 1990 au Parlement à Prague

Jiřinsky souhaite que cet entretien favorise le développement des relations parlementaires entre la Tchécoslovaquie et la Suisse. Il signale que le bâtiment du Parlement, qui revêt une valeur symbolique pour la population, est en pleine rénovation (on installe le vote électronique en ce moment même).

L'Assemblée fédérale a été élue en juin. J souligne que la démocratie suisse est la plus ancienne du monde et qu'elle comporte des formes très spécifiques. Nous nous en inspirons. Nous sommes intéressés par la démocratie cantonale et communale. J a eu l'occasion de participer à un symposium sur le droit comparé à Lausanne.

La Suisse peut consacrer beaucoup de temps à réviser sa constitution. La Tchécoslovaquie ne le peut pas. Nous devons agir rapidement. L'Assemblée fédérale a été élue pour deux ans. Nous voulons élaborer une nouvelle constitution ainsi que de nombreuses lois qui respectent les principes juridiques de la Tchécoslovaquie nouvelle. J ne peut encore dire si le Parlement réussira dans cette entreprise.

Ruffy, président du Conseil national, dit sa gratitude d'être reçu au Parlement de la RFTS et espère que des liens distendus pourront être renoués. Ces liens étaient anciens et ne pouvaient s'exprimer. Lui-même a une motivation particulière pour se rendre à Prague. Son père a fait un semestre de médecine à l'Université Charles en 1918 et le nom de sa femme est tchèque (Krystufek). Lorsque le président Dubcek a évoqué l'idée de cette visite à l'ambassadeur Salvi, les deux présidents des chambres fédérales ont souhaité se rendre à Prague.

M. Ruffy, en tant que membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a entendu le remarquable discours prononcé à Strasbourg le 10 mai 1990 par le président Havel.

Au sujet de l'institutionnalisation de la CSCE, il sait que la RFTS entend abriter le secrétariat de l'organe s'occupant de la politique de sécurité. Cela concrétiserait l'ouverture à l'est et le climat de confiance nouveau en Europe. Le CdE n'est pas l'organisation la mieux à même d'accueillir le problème de la sécurité mais l'est certainement comme relai parlementaire pour l'environnement et les droits de l'homme.

J attache de l'importance aux activités du Conseil de l'Europe qui est le cadre le plus large pour le développement de la coopération européenne. Il est reconnaissant pour le statut d'invité accordé à son pays et exprime l'espoir que la T. deviendra bientôt membre du Conseil de l'Europe. Lui-même a eu l'honneur d'accueillir une délégation d'observateurs du CdE lors des élections. Nous connaissons bien la Convention européenne des droits de l'homme. Nos efforts pour modifier la constitution et renover la justice vont dans le sens de la CEDH. Nous apprécions aussi l'activité du CdE dans le domaine de l'environnement. la RFTS a déjà profité de certaines expériences du CdE. J a déjà rencontré Mme Lalumière, secrétaire générale du CdE.

Il souhaite un cadre nouveau pour les relations parlementaires entre les deux pays. Autrefois, il n'y avait pas de but. Maintenant, oui. Il exprime sa reconnaissance pour l'accueil réservé aux émigrés tchèques après les événements de 1968. Ils ont reçu en Suisse une bonne formation professionnelle. La Tchécoslovaquie a été bien servie par ces travailleurs.

M. Ruffy demande comment pourraient se développer les échanges entre les deux pays.

Prague

29

J cite la culture même si cela est difficile car relevant de la compétence des cantons. L'exposition de photographies a été une bonne chose. Il faut aussi intensifier les échanges d'artistes.

Sur le plan économique, il n'entend pas détailler les mesures car il appartient aux gouvernements de conclure des accords. La T. a besoin d'une plus grande coopération économique car l'unification de l'Allemagne complique les choses. Les relations avec la RDA sont devenues plus difficiles.

Nous apprécions votre intérêt pour notre situation économique et votre appui dans le cadre de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement).

M. Salvi, ambassadeur de Suisse, demande des précisions sur les échanges parlementaires souhaitables.

J relève que l'Assemblée fédérale vient d'être élue et qu'elle fait ses premiers pas. Les activités dans le domaine des relations extérieures doivent être organisées. Il n'y a pas encore de projets concrets.

M. Batték dit qu'un petit groupes de parlementaires pourrait visiter le Parlement suisse et y étudier le fonctionnement de nos deux conseils.

M. Ruffy ne voit aucun obstacle à organiser de tels échanges. Un service spécial pour étudier ces questions est en voie d'être mis sur pied.

M. Ruffy estime que les relations de la T. avec l'Est européen faibliront alors qu'elles se poseront en termes nouveaux avec l'Allemagne unie. Il convient donc d'établir des liens nouveaux entre la T. et l'Occident. Qu'en est-il de la "pentagonale"?

J dit que la T. entend mener une politique étrangère indépendante. La pentagonale offre des possibilités de collaboration régionale entre Etats géographiquement proches qui ont des intérêts communs. Ainsi des autoroutes seront construits avec l'aide de l'Autriche. Des questions relatives à l'utilisation du Danube sont traitées ainsi que des projets relatifs à l'environnement. La dernière réunion a eu lieu à Venise. Nous portons un jugement positif sur la coopération entre pays du Pacte de Varsovie et de l'Europe occidentale.

Battek relève que rien ne pourrait nuire aux intérêts suisses dans les activités de cette "pentagonale".

M. Ruffy demande si la Suisse pourrait y être associée.

J répond que nous sommes au début d'un processus de coopération régionale qui peut encore évoluer.

M. Ruffy évoque l'idée d'un TGV à travers toute l'Europe dont a parlé Gorbatchev. La T. est-elle intéressée?

J pense que les chemins de fer tchécoslovaques ont besoin d'être modernisés et reliés au réseau ferroviaire européen. La T. est un pays de transit. Ces projets demandent beaucoup d'argent. Cela dépendra de nos possibilités financières. Quant à savoir si ce TGV ira jusqu'à Moscou, il faut poser la question à Eltsine.

M. Ruffy imagine que la BERD pourrait jouer un rôle dans le financement.

Il évoque ensuite l'idée d'une commission européenne des bassins versants. Cette commission pourrait intervenir dans la Mer baltique, la Mer du Nord et la Mer noire. Peut-on imaginer un intérêt de votre part pour ces problèmes?

J qui n'est pas spécialiste de ces questions ne veut pas engager le ministre de l'environnement mais imagine qu'il peut y avoir un intérêt pour cette forme de collaboration.

Il précise que la T. ne peut éviter le recours à l'énergie nucléaire. L'opposition autrichienne à Zwentendorf fait problème. Il faut une collaboration en matière de sécurité des centrales nucléaires.

Prague

36

M. Ruffy souhaite aborder le thème des nouvelles valeurs auxquelles adhère la société tchécoslovaque d'aujourd'hui. A quel courant philosophique, la majorité de la population va-t-elle se rattacher ? Que pense-t-on du "post-moderne" ?

J se pose lui-même ce type de questions. Il a été professeur d'université (sans pouvoir exercer son métier après 1968). Dans notre société, les avis ont tendance à se cristalliser. Il faut développer la vie culturelle de l'Europe de l'Est. La majorité de notre population est de culture occidentale. Il y a des différences entre Tchèques et Slovaques. Nous assistons à un renouveau sur le plan religieux. Les valeurs spirituelles s'affirment. En Slovaquie, les valeurs catholiques occupent une place élevée dans les préoccupations alors qu'en Bohême on est plus tiède. Les questions d'éducation sont liées à ce problème.

J insiste sur la nécessité d'apprendre les langues étrangères, particulièrement l'anglais, le français et l'allemand.

M. Ruffy dit que des directeurs de collèges de T. se sont adressés directement aux directeurs d'établissement en Suisse.

M. Salvi précise qu'une classe de Bratislava est allée à Neuchâtel et qu'une classe de Lausanne a fait le voyage de Prague.

J mentionne la nécessité de développer l'autonomie locale. L'avantage de la Suisse est d'avoir 23 cantons alors que la T. n'a que deux républiques. Les républiques doivent être plus autonomes ainsi que les communes. On prépare une réforme fiscale pour mieux assurer l'autonomie locale. Autrefois, tout était centralisé. Cela doit changer. Vos expériences peuvent nous intéresser.

M. Salvi relève que les deux représentants du Parlement de la RFTS ici présents ont été des dissidents. Voient-ils la population se réveiller pour assurer l'essor de la T. ? N'y a-t-il pas une atmosphère "d'après feu de joie" ?

J dit que M. Salvi a raison. En tant que politologue, il craint une sorte de dépression après le feu d'enthousiasme. Les problèmes quotidiens font surface. Il y a eu des changements importants et visibles :

- la liberté d'information est totale;
- en matière économique, on est au début et l'on demande des efforts aux citoyens (les jeunes sont prêts au changement, les anciens se font du souci).

J a foi dans la nation et dans le génie tchécoslovaque. Les élections ont été libres et 96 % des électeurs y ont pris part.

"Les problèmes de la Tchécoslovaquie sont aussi vos problèmes". Si les pays de l'Est n'arrivent pas à les résoudre, cela aura une influence négative sur le développement européen.

M. Caveltý, président du Conseil des Etats, remercie de l'occasion qui lui est donnée des responsables de la Tchécoslovaquie nouvelle. Sa motivation de venir à Prague n'avait pas le même caractère que celle du président Ruffy. Voici quelques temps, il a apprécié Kubelik lors des semaines musicales de Lucerne. Ce qui le motive, c'est de pouvoir exprimer sa reconnaissance à ceux qui ont su sortir leurs pays de l'orbite soviétique. Il est venu pour voir et pour comprendre et ensuite, pour analyser.

Il ne se sent pas la vocation d'un professeur qui viendrait donner des leçons. "Vos problèmes sont nos problèmes". Cela est exact et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir. Au sein du PDC, on a reçu deux dames qui se sont initiées au fonctionnement d'un grand parti. Il faut intensifier des contacts de ce genre. La T. doit pouvoir participer au crédit de 250 millions votés par le Parlement. Nous ne sommes pas des responsables gouvernementaux mais nous avons la possibilité de proposer des mesures. M. Caveltý souligne encore le rôle du Parlement suisse qui est bicaméral comme l'Assemblée fédérale tchécoslovaque.

M. Caveltý dit sa joie de rencontrer des héros de ses propres yeux.

J dit que lui-même et Battek sont des hommes normaux.

M. Caveltý fait part de son admiration et de sa reconnaissance envers le président Dubcek auquel le monde doit beaucoup.

Prague

J dit que les partis politique ne sont pas les plus grandes forces dans le pays. Le forum civique et l'Opinion publique contre la violence regroupent des libéraux, des ex-communistes, des socio-démocrates, des chrétiens. Combien de temps ces mouvements vont-ils durer? L'avenir répondra. Dans l'intervalle, les partis suisses devraient se garder de n'entretenir des contacts qu'avec leurs homologues mais devraient chercher à les développer avec les deux mouvements qui ont remporté les élections.

M. Ruffy demande quelle garantie la T. peut donner de sa volonté de paix.

J dit que le nombre des soldats a été réduit de manière importante. La durée du service militaire a été diminuée de 2 ans à 18 mois et cela n'est pas encore fini. Le service civil a été instauré.

Si la T. a donné autrefois une autre image que celle d'une nation pacifique, c'est parce qu'elle n'a pas pu appliquer une politique étrangère conforme à ses intérêts mais conforme à ceux de l'URSS. Les efforts de paix du Président Benes n'ont pas réussi en raison du contexte international. Aujourd'hui, ces efforts sont repris dans le cadre de la CSCE.

La réduction des armements conduit au chômage. Nous affrontons les difficultés de la reconversion.

M. Battěk dit être fâché avec le ministre de la défense (qui n'est pas comme M. Epelmann en RDA ministre de la défense et du désarmement). Selon lui, la nécessité d'une armée témoigne d'une époque de précivilisation.

J lui répond que l'on peut se demander si nous vivrons jamais une époque de civilisation.

JC